

PARIS, LE 22 JAN. 2007

DIRECTION DU BUDGET
139, RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

TÉLÉDOC 242
BUREAU 2BCF

N° 2BCF-06-3700

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

À

MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES

Objet : Reports généraux de crédits de 2006 sur 2007.

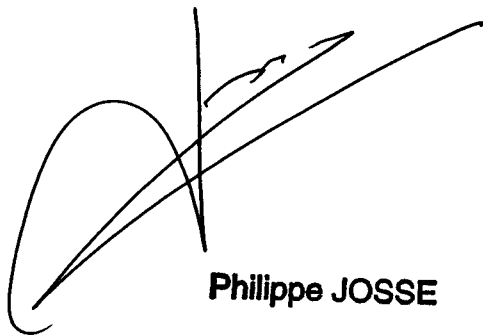
Selon les dispositions de l'article 15-IV de la LOLF, les arrêtés de report doivent être publiés au plus tard le 31 mars 2007. Ils doivent être signés conjointement par le ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie et par chaque ministre bénéficiaire du report.

Le calendrier de la procédure des reports est donc strictement encadré et impose qu'une procédure précise soit suivie afin de respecter des délais extrêmement contraints.

Vos demandes de report d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement devront être établies selon la procédure décrite en annexe et transmises à la direction du Budget pour le 15 février au plus tard.

J'appelle votre attention sur le caractère impératif des délais : si au terme de la procédure et à la date du 31 mars, les arrêtés ne sont pas publiés, il ne pourra être accordé aucun report de crédits et les crédits en cause seront annulés en loi de règlement.

LE DIRECTEUR DU BUDGET



Philippe JOSSE



ANNEXE 1 : La procédure de préparation des reports.

1) Le budget général

Les reports de crédits du budget général sont préparés d'après les tableaux pré-remplis qui vous seront transmis dès la première situation provisoire des crédits connue, vers le 25 janvier.

A cet effet, il vous est demandé de compléter ces tableaux et de les retourner à l'adresse suivante : reports2BCF@finances.gouv.fr pour le **jeudi 15 février 2007 au plus tard**.

En parallèle, le document revêtu de la signature de l'autorité chargée du contrôle financier, accompagné de l'ensemble des justifications nécessaires et notamment celles concernant les demandes de reports de fonds de concours et d'attributions de produits, devra être transmis au bureau 2BCF de la direction du budget.

Le niveau de détail demandé est l'article de regroupement avant d'apprécier les reports croisés à effectuer dans le cadre des reports des dépenses du titre 2.

L'article 15 de la LOLF indique que « les crédits disponibles sur un programme à la fin de l'année sont reportés sur le même programme ou à défaut sur un programme poursuivant les mêmes objectifs ». Dès lors, les reports croisés ne sont autorisés qu'en cas de suppression d'un programme ou si la politique est poursuivie sur un autre programme. Il est nécessaire de rappeler que les reports croisés n'ont pas pour objet de corriger un mouvement non prévu lors du projet de loi de finances ou de réaliser un mouvement entre programme qui n'aurait pas pu être réalisé en cours de gestion.

Les reports par anticipation ne seront accordés qu'à titre tout à fait exceptionnel et la demande devra être accompagnée de toutes les justifications témoignant du caractère urgent du report.

2) Les budgets annexes et les comptes spéciaux

Les demandes de reports de crédits sur les budgets annexes et les comptes spéciaux ainsi que les données comptables nécessaires à leur établissement, certifiées par l'autorité chargée du contrôle financier, devront être adressées à vos correspondants budgétaires habituels pour le **jeudi 15 février au plus tard**.

ANNEXE 2 : Les règles de reports des crédits de 2006 sur 2007

Le cadre de gestion des reports de la campagne 2006-2007 sera le suivant :

1) Les reports du budget général de l'État

A) Les crédits de paiement

- Les règles de report posées par la LOLF

L'article 15-II de la LOLF dispose que les crédits de paiement disponibles sur un programme à la fin de l'année peuvent être reportés selon les règles suivantes :

- Les crédits inscrits sur le titre des dépenses de personnel du programme bénéficiant du report peuvent être majorés dans la limite de 3% des crédits initiaux inscrits sur le même titre du programme à partir duquel les crédits sont reportés.

- Les crédits inscrits sur les autres titres du programme bénéficiant du report peuvent être majorés dans la limite globale de 3% de l'ensemble des crédits initiaux inscrits sur les mêmes titres du programme à partir duquel les crédits sont reportés. Ce plafond peut être majoré par une disposition de loi de finances.

- Les contraintes posées par les règles de gestion du titre 2

Toutefois, la combinaison de ces dispositions et des règles de budgétisation et de consommation (AE = CP) arrêtées pour le titre 2 ne permet pas de reporter les crédits de paiement du titre 2 sur le titre 2.

- Cadre proposé pour les reports 2006 sur 2007.

Les crédits de paiement disponibles sur le hors titre 2 pourront, cette année, être reportés dans la limite de 3% des crédits initiaux inscrits sur le hors titre 2, pour ceux qui ne font pas l'objet d'une dérogation prévue par l'article 58 de la loi de finances pour 2007.

Les crédits de paiement disponibles sur le titre 2 au 31 décembre 2006 pourront compléter les reports ouverts sur le hors titre 2 à la condition que le montant total des reports ainsi accordés n'excède pas 3% des crédits de paiement initiaux inscrits sur les autres titres que le titre 2. Ces demandes de reports seront examinées au cas par cas dans les mêmes conditions que celles ayant présidé à l'examen des mouvements de fongibilité asymétrique au cours de la gestion 2006.

B) Les autorisations d'engagement.

- Les règles de report posées par la LOLF

Selon les dispositions de l'article 15-II « *les autorisations d'engagement disponibles sur un programme à la fin de l'année peuvent être reportées (...). Ces reports ne peuvent majorer les crédits inscrits sur le titre des dépenses de personnel* ».

➤ Les contraintes posées par les règles de gestion

Les autorisations d'engagement sont soumises au droit commun de l'annualité budgétaire et sont votées pour un exercice. Les plafonds d'autorisation d'engagements sont ouverts et leur consommation par les engagements juridiques enregistrée, dans l'un et l'autre cas, au titre d'un exercice.

La LOLF, dans son article 8, distingue les autorisations d'engagement qui servent de support à une opération d'investissement pour laquelle « *les autorisations d'engagements couvrent un ensemble cohérent et de nature à être mis en service sans adjonction* ». Le caractère fonctionnel d'un investissement est matérialisé par l'affectation des autorisations d'engagements.

➤ Cadre proposé pour les reports 2006 sur 2007

En application du principe de l'annualité budgétaire, il ne sera procédé à aucun report d'autorisation d'engagement.

Les seules exceptions à cette disposition concernent :

- Les autorisations d'engagements ouvertes par la loi de finances rectificative et non consommées
- Les autorisations d'engagement ouvertes par un mouvement de crédits intervenu en fin d'année (à compter du 30 novembre) et non consommées.
- Les autorisations d'engagement servant de support à une opération d'investissement. Afin de ne pas porter atteinte au principe de la fonctionnalité d'un investissement, seront reportées les autorisations d'engagements du titre 5 qui font l'objet d'une affectation et qui n'ont pas été engagées, sauf cas de dévoiement avéré. Une requête INDIA permettant d'évaluer ces autorisations d'engagement vous sera transmise fin janvier.

C) Les crédits ouverts par voie de fonds de concours et par voie d'attribution de produits

Afin d'assurer le respect de la partie versante, les crédits disponibles en autorisations d'engagement et en crédits de paiement sur les fonds de concours et les attributions de produits seront accordés de droit.

Les reports de crédits de paiement sur fonds de concours et d'attribution de produits ne sont pas soumis à la règle des 3% des crédits initiaux.

Ils ne sont pas pris en compte dans le calcul de la limite de 3% des crédits inscrits sur le programme à partir duquel le report est calculé.

Les crédits disponibles sur fonds de concours et attribution de produit rattachés sur le titre des dépenses de personnel sont reportés en autorisations d'engagement et en crédits de paiement sur le titre 2.

Il pourra être fait état des dates de rattachement pour limiter tout risque de dévoiement de la procédure.

Les reports accordés dans ce cadre font l'objet d'un arrêté spécifique conjoint du ministre chargé des finances et du ministre intéressé.

2) Les reports des budgets annexes

L'article 18 de la LOLF dispose que les opérations des budgets annexes sont prévues, autorisées et exécutées dans les mêmes conditions que celles du budget général.

Les autorisations d'engagement non consommées peuvent être reportées et les crédits de paiement disponibles à la fin de la gestion 2006 sont reportés dans la limite de 3% des crédits initiaux inscrits sur les programmes des budgets annexes.

Ces reports font l'objet d'un arrêté conjoint du ministre de l'Économie et des Finances et du ministre intéressé.

3) Les reports des comptes spéciaux

Pour les comptes d'affectation spéciale, les reports des crédits de paiement disponibles ne sont pas soumis à la règle des 3% de la loi de finances initiale.

De même, l'article 21 dispose que les autorisations d'engagement disponibles en fin d'année sont reportées. Toutefois, il précise également que le montant des reports ne peut excéder le solde du compte.

Ces reports font l'objet d'un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre intéressé.

4) Les modifications de périmètre budgétaire

Les modifications de périmètre budgétaire au sein de l'État doivent faire l'objet d'un traitement particulier.

La procédure de reports induite par la suppression du compte de commerce de la documentation française et son intégration au sein du budget annexe des Journaux Officiels ainsi que la transformation du Budget Annexe des Monnaies et Médailles feront l'objet d'une instruction spécifique.

01

Reportis des autorisations d'engagements disponibles

11/12/06

Affaires étrangères

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
105 Action de la France en Europe et dans le monde	01	554 501 766	517 901 766	451 386 727	66 515 039	
	02	904 477 468	927 153 477	847 145 658	80 007 819	55 479 896
	NC			-816 664	816 664	
105		1 458 979 234	1 445 055 243	1 297 715 721	147 339 522	55 479 896
115 Audiovisuel extérieur	02	160 177 232	157 367 183	154 630 548	2 736 635	
115		160 177 232	157 367 183	154 630 548	2 736 635	
151 Français à l'étranger et étrangers en France	01	196 599 658	190 199 658	165 265 372	24 934 286	
	02	84 858 359	96 907 628	92 934 564	3 973 064	65 470
	NC			-58 965	58 965	
151		281 458 017	287 107 286	258 140 972	28 966 314	65 470
185 Rayonnement culturel et scientifique	01	89 062 728	89 906 795	83 587 515	6 319 280	
	02	429 620 600	427 452 641	417 220 929	10 231 712	
	NC			-212 314	212 314	
185		518 683 328	517 359 436	500 596 130	16 763 306	
209 Solidarité à l'égard des pays en développement	01	202 553 278	245 553 278	227 355 925	18 197 353	
	02	1 940 639 713	1 942 622 837	1 716 705 442	225 917 395	41 713
	NC			-42 847 572	42 847 572	
209		2 143 192 991	2 188 176 115	1 901 213 795	286 962 320	41 713
TOTAL	Somme :	4 562 490 802	4 595 065 263	4 112 297 166	482 768 097	55 587 078

Culture

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
131 Création	01	48 434 225	49 402 909	44 278 232	5 124 677	
	02	887 385 992	727 735 815	718 333 881	9 401 934	2 109 200
	NC			-2 258 235	2 258 235	
131		935 820 217	777 138 724	760 353 878	16 784 846	2 109 200
175 Patrimoines	01	178 207 534	181 869 993	164 863 525	17 006 468	
	02	901 603 765	930 462 724	845 537 566	84 925 159	125 160 294
	NC			-17 574 523	17 574 523	
175		1 079 811 299	1 112 332 717	992 826 568	119 506 149	125 160 294
186 Recherche culturelle et culture scientifique	01	34 429 408	34 429 408	28 739 369	5 690 039	
	02	113 074 032	112 450 737	107 007 419	5 443 318	55 579
	NC			-105 937	105 937	
186		147 503 440	146 880 145	135 640 852	11 239 293	55 579
224 Transmission des savoirs et démocratisation de la	01	416 160 203	395 260 237	343 154 108	52 106 129	
	02	451 535 689	437 594 470	446 121 533	-8 527 063	6 901 453
	NC			-843 791	843 791	
224		867 695 892	832 854 707	788 431 850	44 422 857	6 901 453
TOTAL	Somme :	3 030 830 848	2 889 206 293	2 677 253 148	191 953 145	134 226 526

Agriculture

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
142 Enseignement supérieur et recherche agricoles	01	160 706 941	160 706 941	134 811 042	25 895 899	
	02	99 255 589	98 564 383	87 236 703	11 327 680	
	NC			16 267	-16 267	
142		259 962 530	259 271 324	222 064 011	37 207 313	
143 Enseignement technique agricole	01	868 202 401	878 812 427	747 559 771	131 252 656	
	02	419 739 390	417 701 179	415 698 374	2 002 805	0
	NC			1 720 007	-1 720 007	
143		1 287 941 791	1 296 513 606	1 164 978 152	131 535 454	0
149 Forêt	02	292 951 369	286 139 829	296 250 351	-10 110 522	1 766 778
	NC			-1 576 869	1 576 869	
149		292 951 369	286 139 829	294 673 482	-8 533 663	1 766 778
154 Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et dév	01	383 061 004	383 061 004	320 467 604	62 593 400	
	02	1 982 043 871	2 009 628 591	1 896 460 324	113 168 267	3 045 470
	NC			-14 538 058	14 538 058	
154		2 365 104 875	2 392 689 595	2 202 389 870	190 299 725	3 045 470
206 Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	01	238 684 612	239 259 612	210 698 319	28 561 293	
	02	597 088 128	672 850 742	553 018 406	119 832 336	31 954
	NC			-2 758 129	2 758 129	
206		835 772 740	912 110 354	760 958 596	151 151 758	31 954
215 Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	01	336 206 421	375 532 469	317 543 051	57 989 418	
	02	124 748 058	127 021 744	116 058 889	10 962 855	2 018 552
	NC			26 514	-26 514	
215		460 954 479	502 554 213	433 628 455	68 925 758	2 018 552
227 Valorisation des produits, orientation et régulation c	02	1 188 290 284	1 407 308 117	1 305 671 020	101 637 097	0
	NC			-98 780	98 780	
227		1 188 290 284	1 407 308 117	1 305 572 240	101 735 877	0

TOTAL	Somme :	6 690 978 068	7 056 587 038	6 384 264 806	672 322 232	6 862 754
-------	---------	---------------	---------------	---------------	-------------	-----------

Éducation nationale et recherche

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
139 Enseignement privé du premier et du second degré	01	6 078 065 810	6 078 065 810	5 498 191 672	579 874 138	
	02	962 709 954	962 963 195	959 537 395	3 425 800	
	NC			20 354 074	-20 354 074	
139		7 040 775 764	7 041 029 005	6 478 083 142	562 945 863	
140 Enseignement scolaire public du premier degré	01	15 659 910 051	15 664 920 089	14 354 379 794	1 310 540 295	
	02	74 140 750	70 845 512	70 062 060	783 452	
	NC			23 328 200	-23 328 200	
140		15 734 050 801	15 735 765 601	14 447 770 054	1 287 995 547	
141 Enseignement scolaire public du second degré	01	27 525 837 042	27 526 311 448	25 045 928 150	2 480 383 298	
	02	206 871 030	197 857 928	216 662 400	-18 804 472	0
	NC			44 491 300	-44 491 300	
141		27 732 708 072	27 724 169 376	25 307 081 850	2 417 087 526	0
150 Formations supérieures et recherche universitaire	01	7 660 151 491	7 660 151 491	6 968 815 377	691 336 114	
	02	2 247 257 932	2 298 448 149	2 285 759 735	12 688 414	145 407 353
	NC			-6 424 487	6 424 487	
150		9 907 409 423	9 958 599 640	9 248 150 625	710 449 015	145 407 353
172 Orientation et pilotage de la recherche	01	274 254 825	274 254 825	252 137 105	22 117 720	
	02	102 728 968	104 924 183	95 633 964	9 290 219	0
	NC			180 598	-180 598	
172		376 983 793	379 179 008	347 951 667	31 227 341	0
187 Recherche dans le domaine de la gestion des mille	02	1 136 785 577	1 112 258 082	1 112 258 082	0	
		1 136 785 577	1 112 258 082	1 112 258 082	0	
193 Recherche spatiale	02	1 243 188 000	1 239 304 000	1 239 304 000	0	
		1 243 188 000	1 239 304 000	1 239 304 000	0	
194 Recherches scientifiques et technologiques pluridis	02	3 601 649 274	3 583 163 870	3 583 163 869	1	
		3 601 649 274	3 583 163 870	3 583 163 869	1	

214	Soutien de la politique de l'éducation nationale	01	1 306 771 444	1 304 153 621	1 188 851 538	115 302 083	
		02	699 293 747	687 426 367	642 983 581	44 442 786	34 573 642
		NC			-916 917	916 917	
214			2 006 065 191	1 991 579 988	1 830 918 202	160 661 786	34 573 642
230	Vie de l'élève	01	4 232 020 840	4 232 020 840	3 834 516 077	397 504 763	
		02	1 710 199 519	1 693 910 095	1 644 713 716	49 196 379	0
		NC			4 813 644	-4 813 644	
230			5 942 220 359	5 925 930 935	5 484 043 438	441 887 497	0
231	Vie étudiante	01	44 173 405	44 173 405	40 615 616	3 557 789	
		02	1 694 241 060	1 750 660 209	1 687 127 832	63 532 377	
231			1 738 414 465	1 794 833 614	1 727 743 448	67 090 166	
TOTAL		Somme :	76 460 250 719	76 485 813 119	70 806 468 379	5 679 344 740	179 980 996

Économie, finances et industrie

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
110 Aide économique et financière au développement	02	3 714 326 913	3 789 298 918	1 126 230 590	2 663 068 328	
110		3 714 326 913	3 789 298 918	1 126 230 590	2 663 068 328	
114 Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	02	283 900 000	283 900 000	182 904 115	100 995 885	
114		283 900 000	283 900 000	182 904 115	100 995 885	
117 Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits év)	02	39 028 600 000	39 028 600 000	38 360 269 468	668 330 532	
117		39 028 600 000	39 028 600 000	38 360 269 468	668 330 532	
127 Contrôle et prévention des risques technologiques	01	149 485 496	225 906 496	192 440 365	33 466 131	
	02	121 719 655	126 985 083	109 599 622	17 385 461	2 190 475
	NC			-11 210 170	11 210 170	
127		271 205 151	352 891 579	290 829 817	62 061 762	2 190 475
134 Développement des entreprises	01	262 410 180	262 410 180	233 963 347	28 546 833	
	02	911 724 248	1 119 373 964	850 918 920	268 455 044	1 157 155
	NC			-2 258 827	2 258 827	
134		1 174 134 428	1 381 784 144	1 082 523 440	299 260 704	1 157 155
145 Épargne	02	1 200 000 000	1 200 000 000	1 198 288 597	1 711 403	
145		1 200 000 000	1 200 000 000	1 198 288 597	1 711 403	
156 Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur	01	6 602 120 960	6 602 120 960	6 005 709 365	596 411 595	
	02	1 698 784 072	1 762 619 621	1 705 298 842	57 320 779	13 743 200
	NC			21 773 549	-21 773 549	
156		8 300 905 032	8 364 740 581	7 732 781 756	631 958 825	13 743 200
168 Majoration de rentes	02	237 000 000	238 428 134	233 297 509	5 130 625	
168		237 000 000	238 428 134	233 297 509	5 130 625	
174 Passifs financiers miniers	02	675 128 453	687 928 453	633 071 268	54 857 185	8 483 938
	NC			-2 083 830	2 083 830	
174		675 128 453	687 928 453	630 987 438	56 941 015	8 483 938
188 Recherche dans le domaine de l'énergie	01			0	0	

02		653 827 984	1 367 029 247	1 148 570 883	218 458 364
188		653 827 984	1 367 029 247	1 148 570 883	218 458 364
192	Recherche industrielle	575 065 942	597 475 945	372 863 301	224 612 644
192		575 065 942	597 475 945	372 863 301	224 612 644
195	Régime de retraite des mines, de la SEITA et divers	806 240 000	806 240 000	802 936 000	3 304 000
195		806 240 000	806 240 000	802 936 000	3 304 000
199	Régulation et sécurisation des échanges de biens	1 249 352 458	1 249 352 458	1 123 713 608	125 638 850
02		621 915 365	636 907 060	558 849 768	78 057 292
NC				78 761 008	-78 761 008
199		1 871 267 823	1 886 259 518	1 761 324 384	124 935 134
200	Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	55 048 000 000	55 048 000 000	56 796 894 781	-1 748 894 781
200		55 048 000 000	55 048 000 000	56 796 894 781	-1 748 894 781
201	Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	13 490 000 000	13 490 000 000	11 242 092 257	2 247 907 743
201		13 490 000 000	13 490 000 000	11 242 092 257	2 247 907 743
218	Conduite et pilotage des politiques économique, fin	358 532 899	358 532 899	321 376 734	37 156 165
02		359 864 483	367 776 669	360 223 942	7 552 727
NC				13 775	-13 775
218		718 397 382	726 309 568	681 614 452	44 695 116
220	Statistiques et études économiques	382 759 916	382 759 916	334 751 342	48 008 574
02		78 035 057	106 113 082	89 968 835	16 144 247
NC				1 647 501	-1 647 501
220		460 794 973	488 872 998	426 367 678	62 505 320
221	Stratégie économique et financière et réforme de l'	112 958 403	112 958 403	93 669 748	19 288 655
02		511 325 659	529 861 453	116 041 919	413 819 534
221		624 284 062	642 819 856	209 711 667	433 108 189
229	Versement à la Caisse nationale d'allocations famil	0			
229		0			
501	Présidence de la République	32 465 683	32 465 683	32 465 683	0
501		32 465 683	32 465 683	32 465 683	0
511	Assemblée nationale	502 179 400	502 179 400	502 179 400	0
511		502 179 400	502 179 400	502 179 400	0
521	Sénat	308 917 700	308 917 700	308 917 700	0
521		308 917 700	308 917 700	308 917 700	0
531	Conseil constitutionnel	5 732 000	6 309 473	6 309 473	0

531			5 732 000	6 309 473	6 309 473	0	
532	Haute Cour de justice	02	0				
532			0				
533	Cour de justice de la République	02	945 900	974 277	945 900	28 377	
533			945 900	974 277	945 900	28 377	
541	La chaîne parlementaire	02	21 741 000	21 741 000	21 741 000	0	
541			21 741 000	21 741 000	21 741 000	0	
551	Provision relative aux rémunérations publiques	01	0				
551			0				
552	Dépenses accidentelles et imprévisibles	02	463 113 546	69 493 212		69 493 212	
552			463 113 546	69 493 212		69 493 212	
	TOTAL	Somme :	130 468 173 372	131 322 659 686	125 153 047 288	6 169 612 398	28 287 072

Intérieur et collectivités territoriales

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
108 Administration territoriale	01	1 268 502 068	1 275 831 210	1 125 358 187	150 473 023	
	02	473 776 802	485 277 737	351 249 889	134 027 848	6 115 486
	NC			1 473 786	-1 473 786	
108		1 742 278 870	1 761 108 947	1 478 081 861	283 027 086	6 115 486
112 Aménagement du territoire	01	8 940 000	8 940 000	6 193 812	2 746 188	
	02	393 248 650	430 770 073	303 244 933	127 525 140	878 640
	NC			-8 303 399	8 303 399	
112		402 188 650	439 710 073	301 135 346	138 574 727	878 640
119 Concours financiers aux communes et groupement	02	792 006 832	789 753 702	769 517 304	20 236 398	958 749
	NC			-31 267 514	31 267 514	
119		792 006 832	789 753 702	738 249 790	51 503 912	958 749
120 Concours financiers aux départements	02	786 043 390	961 619 822	877 994 877	83 624 945	0
	NC			-329 700	329 700	
120		786 043 390	961 619 822	877 665 177	83 954 645	0
121 Concours financiers aux régions	02	1 397 802 245	1 412 209 373	1 395 283 659	16 925 714	
121		1 397 802 245	1 412 209 373	1 395 283 659	16 925 714	
122 Concours spécifiques et administration	01	8 141 627	8 141 627	6 255 533	1 886 094	
	02	245 482 750	372 730 675	237 841 650	134 889 025	555 392
	NC			-10 129 140	10 129 140	
122		253 624 377	380 872 302	233 968 042	146 904 260	555 392
128 Coordination des moyens de secours	01	31 944 920	31 944 920	14 270 071	17 674 849	
	02	177 336 177	180 101 408	157 442 908	22 658 500	26 239
	NC			-1 246 017	1 246 017	
128		209 281 097	212 046 328	170 466 961	41 579 367	26 239
161 Intervention des services opérationnels	01	128 786 396	128 786 396	108 827 742	19 958 654	
	02	130 714 271	90 105 776	83 745 023	6 360 753	196 812

	NC					43 605	-43 605	
161			259 500 667	218 892 172	192 616 370	26 275 802		196 812
176	Police nationale		6 900 410 478	6 900 410 478	6 192 952 153	707 458 325		
			1 724 427 569	1 761 111 894	1 621 822 170	139 289 724		35 522 337
	NC				246 127	-246 127		
176			8 624 838 047	8 661 522 372	7 815 020 449	846 501 923		35 522 337
216	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur		223 684 522	223 831 058	180 468 275	43 362 783		
			438 003 786	442 345 033	423 051 293	19 293 740		77 395
	NC				75 745	-75 745		
216			661 688 308	666 176 091	603 595 313	62 580 778		77 395
232	Vie politique, culturelle et associative		58 003 944	58 003 944	47 057 909	10 946 035		
			93 548 645	94 629 870	87 336 983	7 292 887		569 592
	NC				136 723	-136 723		
232			151 552 589	152 633 814	134 531 615	18 102 199		569 592
	TOTAL	Somme :	15 280 805 072	15 656 544 996	13 940 614 585	1 715 930 411		44 900 643

Justice

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
101 Accès au droit et à la justice	01	27 719 589	27 719 589	22 152 508	5 567 081	
	02	316 449 510	313 271 287	309 309 606	3 961 681	
	NC			80 634	-80 634	
101		344 169 099	340 990 876	331 542 749	9 448 127	
107 Administration pénitentiaire	01	1 356 898 699	1 364 798 699	1 215 786 378	149 012 321	
	02	1 462 116 116	1 458 147 793	893 173 022	564 974 771	63 331 061
	NC			1 777 274	-1 777 274	
107		2 819 014 815	2 822 946 492	2 110 736 674	712 209 818	63 331 061
166 Justice judiciaire	01	1 687 383 717	1 679 483 717	1 536 982 055	142 501 662	
	02	1 013 625 612	1 022 502 387	767 744 343	254 758 044	49 480 258
	NC			32 472 559	-32 472 559	
166		2 701 009 329	2 701 986 104	2 337 198 957	364 787 147	49 480 258
182 Protection judiciaire de la jeunesse	01	372 714 426	372 714 426	330 868 031	41 846 395	
	02	367 082 143	375 565 096	344 893 425	30 671 671	11 231 214
	NC			4 285 817	-4 285 817	
182		739 796 569	748 279 522	680 047 273	68 232 249	11 231 214
213 Conduite et pilotage de la politique de la justice et de la sécurité	01	100 071 727	100 071 727	84 666 692	15 405 035	
	02	221 766 187	222 351 262	202 381 628	19 969 634	172 111
	NC			1 003 236	-1 003 236	
213		321 837 914	322 422 989	288 051 556	34 371 433	172 111
TOTAL	Somme :	6 925 827 726	6 936 625 983	5 747 577 208	1 189 048 775	124 214 643

Services du Premier ministre

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
116 Chaîne française d'information internationale	02	65 000 000	64 541 620	47 000 000	17 541 620	
116		65 000 000	64 541 620	47 000 000	17 541 620	
126 Conseil économique et social	01	30 775 699	30 775 699	30 744 923	30 776	
	02	4 850 058	4 816 847	4 536 401	280 446	
126		35 625 757	35 592 546	35 281 324	311 222	
129 Coordination du travail gouvernemental	01	181 002 499	181 033 598	143 812 855	37 220 743	
	02	217 107 445	220 785 989	203 426 907	17 359 082	20 589 110
	NC			-1 166 830	1 166 830	
129		398 109 944	401 819 587	346 072 932	55 746 655	20 589 110
148 Fonction publique	02	137 674 358	134 146 466	125 698 914	8 447 552	0
	NC			-126 538	126 538	
148		137 674 358	134 146 466	125 572 376	8 574 090	0
162 Interventions territoriales de l'État	02	134 396 253	172 387 253	135 522 934	36 864 319	8 375 535
	NC			-8 758 644	8 758 644	
162		134 396 253	172 387 253	126 764 291	45 622 962	8 375 535
164 Cour des comptes et autres juridictions financières	01	149 871 268	150 871 268	125 586 805	25 284 463	
	02	21 806 454	27 599 593	26 728 195	871 398	188
	NC			92	-92	
164		171 677 722	178 470 861	152 315 092	26 155 769	188
165 Conseil d'État et autres juridictions administratives	01	194 410 000	194 432 867	169 848 079	24 584 788	
	02	51 641 358	52 153 120	48 525 676	3 627 444	
	NC			1 640	-1 640	
165		246 051 358	246 585 987	218 375 394	28 210 593	
180 Presse	02	278 646 122	338 472 232	250 863 977	87 608 255	
180		278 646 122	338 472 232	250 863 977	87 608 255	
TOTAL	Somme :	1 467 181 514	1 572 016 552	1 302 245 387	269 771 165	28 964 833

Outre-mer

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
123 Conditions de vie outre-mer	02	538 698 636	554 083 742	365 158 148	188 925 594	2 959 355
	NC			-9 016 336	9 016 336	
123		538 698 636	554 083 742	356 141 812	197 941 930	2 959 355
138 Emploi outre-mer	01	97 976 032	97 976 032	75 011 494	22 964 538	
	02	1 322 557 021	1 336 237 738	1 103 894 813	232 342 925	6 655 420
	NC			4 613	-4 613	
138		1 420 533 053	1 434 213 770	1 178 910 919	255 302 851	6 655 420
160 Intégration et valorisation de l'outre-mer	01	65 232 478	65 232 478	50 919 543	14 312 935	
	02	336 114 908	393 578 916	359 242 289	34 336 627	2 402 171
	NC			3 840 952	-3 840 952	
160		401 347 386	458 811 394	414 002 784	44 808 610	2 402 171
TOTAL	Somme :	2 360 579 075	2 447 108 906	1 949 055 516	498 053 390	12 016 947

Équipement

	Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
113	Aménagement, urbanisme et ingénierie publique	01	17 357 000	40 107 000	33 054 521	7 052 479	
		02	73 697 286	75 042 747	65 070 512	9 972 235	3 500 497
		NC			-680 482	680 482	
113			91 054 286	115 149 747	97 444 550	17 705 197	3 500 497
159	Information géographique et cartographique	02	74 662 300	74 151 511	65 744 635	8 406 876	
159			74 662 300	74 151 511	65 744 635	8 406 876	
170	Météorologie	02	155 383 527	155 076 851	155 076 851	0	
170			155 383 527	155 076 851	155 076 851	0	
173	Passifs financiers ferroviaires	02	1 357 200 000	1 357 200 000	1 357 200 000	0	
173			1 357 200 000	1 357 200 000	1 357 200 000	0	
190	Recherche dans le domaine des transports, de l'éq	02	401 025 858	392 910 304	326 907 852	66 002 452	84 321
		NC			-2 174 183	2 174 183	
190			401 025 858	392 910 304	324 733 669	68 176 635	84 321
197	Régimes de retraite et de sécurité sociale des mari	02	684 180 000	684 180 000	595 000 000	89 180 000	
197			684 180 000	684 180 000	595 000 000	89 180 000	
198	Régimes sociaux et de retraite des transports terre	02	3 001 040 000	3 002 086 845	3 002 086 845	0	
198			3 001 040 000	3 002 086 845	3 002 086 845	0	
203	Réseau routier national	01	14 097 000	14 097 000	10 985 184	3 111 816	
		02	877 212 354	2 898 811 400	2 239 934 561	658 876 839	1 420 385 330
		NC			-213 524 342	213 524 342	
203			891 309 354	2 912 908 400	2 037 395 403	875 512 997	1 420 385 330
205	Sécurité et affaires maritimes	01	15 414 000	15 414 000	11 577 102	3 836 898	
		02	125 857 803	133 728 183	123 858 638	9 869 545	7 282 699
		NC			-1 122 708	1 122 708	
205			141 271 803	149 142 183	134 313 032	14 829 151	7 282 699
207	Sécurité routière	01	13 124 000	13 124 000	9 913 236	3 210 764	

	02	111 950 377	124 033 297	103 324 646	20 708 651	24 144 524
	NC			-4 481 541	4 481 541	
207		125 074 377	137 157 297	108 756 341	28 400 956	24 144 524
217 Conduite et pilotage des politiques d'équipement	01	3 511 207 161	3 763 339 353	3 321 461 428	441 877 925	
	02	330 691 707	447 878 043	398 442 388	49 435 655	13 223 780
	NC			-1 518 705	1 518 705	
217		3 841 898 868	4 211 217 396	3 718 385 112	492 832 284	13 223 780
222 Stratégie en matière d'équipement	01	56 430 000	56 430 000	51 788 582	4 641 418	
	02	42 744 266	44 465 749	39 927 024	4 538 725	0
	NC			-365 071	365 071	
222		99 174 266	100 895 749	91 350 535	9 545 214	0
223 Tourisme	01	21 368 000	21 368 000	18 160 162	3 207 838	
	02	58 605 512	62 539 697	55 234 708	7 304 989	100 574
	NC			-617 058	617 058	
223		79 973 512	83 907 697	72 777 812	11 129 885	100 574
225 Transports aériens	01	54 404 563	54 404 563	49 251 382	5 153 182	
	02	91 602 500	120 601 191	97 697 832	22 903 359	4 693 362
	NC			51	-51	
225		146 007 063	175 005 754	146 949 265	28 056 489	4 693 362
226 Transports terrestres et maritimes	01	25 454 000	25 504 133	22 070 861	3 433 272	
	02	2 603 291 707	3 316 004 487	2 769 937 061	546 067 426	21 962 382
	NC			-23 134 157	23 134 157	
226		2 628 745 707	3 341 508 620	2 768 873 765	572 634 855	21 962 382
TOTAL		13 718 000 921	16 892 498 354	14 676 087 815	2 216 410 539	1 495 377 469

Jeunesse et sports

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
163 Jeunesse et vie associative	02	131 199 751	130 235 276	119 542 791	10 692 485	0
	NC			-161 047	161 047	
163		131 199 751	130 235 276	119 381 745	10 853 531	0
210 Conduite et pilotage de la politique du sport, de la j	01	361 846 612	361 846 612	321 560 282	40 286 330	
	02	60 055 127	62 893 732	56 006 467	6 887 265	4 035 483
	NC			-97 697	97 697	
210		421 901 739	424 740 344	377 469 053	47 271 291	4 035 483
219 Sport	01			0	0	
	02	273 047 900	295 015 974	188 039 794	106 976 180	2 910 914
	NC			-4 369 140	4 369 140	
219		273 047 900	295 015 974	183 670 654	111 345 320	2 910 914
TOTAL	Somme :	826 149 390	849 991 594	680 521 452	169 470 142	6 946 396

Santé et solidarités

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
106 Actions en faveur des familles vulnérables	02	1 097 819 418	1 132 865 671	1 094 806 602	38 059 069	
	NC			3 445 192	-3 445 192	
106		1 097 819 418	1 132 865 671	1 098 251 794	34 613 877	
124 Conduite et soutien des politiques sanitaires et soc	01	776 744 252	776 166 632	681 433 089	94 733 543	
	02	294 830 238	300 506 954	279 845 950	20 661 004	2 672 288
	NC			4 180 253	-4 180 253	
124		1 071 574 490	1 076 673 586	965 459 292	111 214 294	2 672 288
136 Drogue et toxicomanie	01			0	0	
	02	55 238 281	56 913 562	47 124 053	9 789 509	
	NC			0	0	
136		55 238 281	56 913 562	47 124 053	9 789 509	
157 Handicap et dépendance	02	7 820 426 011	8 125 240 446	7 606 236 422	519 004 024	9 112
	NC			6 065 914	-6 065 914	
157		7 820 426 011	8 125 240 446	7 612 302 336	512 938 110	9 112
171 Offre de soins et qualité du système de soins	02	100 925 004	102 300 759	89 404 704	12 896 055	0
	NC			-27 523	27 523	
171		100 925 004	102 300 759	89 377 180	12 923 579	0
183 Protection maladie	02	607 013 150	607 512 550	574 288 522	33 224 028	
183		607 013 150	607 512 550	574 288 522	33 224 028	
204 Santé publique et prévention	02	253 289 091	254 684 922	216 853 693	37 831 229	
	NC			1 110 071	-1 110 071	
204		253 289 091	254 684 922	217 963 764	36 721 158	
228 Veille et sécurité sanitaires	02	103 511 920	700 037 482	537 692 589	162 344 893	36 097
	NC			578 752	-578 752	
228		103 511 920	700 037 482	538 271 341	161 766 141	36 097
TOTAL	Somme :	11 109 797 365	12 056 228 978	11 143 038 283	913 190 695	2 717 496

Emploi, cohésion sociale et logement

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
102 Accès et retour à l'emploi	02	7 378 638 813	7 582 190 276	7 118 093 876	464 096 400	
102		7 378 638 813	7 582 190 276	7 118 093 876	464 096 400	
103 Accompagnement des mutations économiques, so	02	4 551 479 512	4 741 398 917	4 440 308 886	301 090 031	102 732
103	NC			-416 927	416 927	
		4 551 479 512	4 741 398 917	4 439 891 958	301 506 959	102 732
104 Accueil des étrangers et intégration	01	5 787 049	5 787 049	3 000 946	2 786 103	
104	02	552 684 341	514 338 020	389 258 412	125 079 608	
		558 471 390	520 125 069	392 259 358	127 865 711	
109 Aide à l'accès au logement	02	5 114 676 000	5 114 901 090	5 114 811 020	90 070	
109		5 114 676 000	5 114 901 090	5 114 811 020	90 070	
111 Amélioration de la qualité de l'emploi et des relatio	02	128 818 450	129 672 749	117 717 820	11 954 929	
111		128 818 450	129 672 749	117 717 820	11 954 929	
133 Développement de l'emploi	01			0	0	
133	02	845 983 324	878 563 038	778 753 148	99 809 890	
		845 983 324	878 563 038	778 753 148	99 809 890	
135 Développement et amélioration de l'offre de logem	01	148 164 200				
135	02	1 046 783 395	1 046 472 071	760 819 937	285 652 134	878 295
	NC			-8 623 591	8 623 591	
		1 194 947 595	1 046 472 071	752 196 345	294 275 726	878 295
137 Égalité entre les hommes et les femmes	01	9 472 180	9 472 180	7 763 883	1 708 297	
137	02	17 950 519	17 910 167	16 759 943	1 150 224	0
	NC			0	0	
		27 422 699	27 382 347	24 523 827	2 858 520	0
147 Équité sociale et territoriale et soutien	02	767 985 980	751 393 047	583 119 189	168 273 858	3 935
147	NC			-812 708	812 708	
		767 985 980	751 393 047	582 306 482	169 086 565	3 935

155	Conception, gestion et évaluation des politiques de	01	526 058 093	526 058 093	459 139 185	66 918 908	
		02	214 758 380	236 211 585	229 764 698	6 446 887	5 467 685
		NC			-130 403	130 403	
155			740 816 473	762 269 678	688 773 481	73 496 197	5 467 685
177	Politiques en faveur de l'inclusion sociale	02	1 010 040 386	1 080 938 294	1 001 907 683	79 030 611	
		NC			3 579 514	-3 579 514	
177			1 010 040 386	1 080 938 294	1 005 487 198	75 451 096	
202	Rénovation urbaine	02	305 044 500	305 044 500	289 891 809	15 152 691	4 282
		NC			-2 417 105	2 417 105	
202			305 044 500	305 044 500	287 474 704	17 569 796	4 282
	TOTAL		22 624 325 122	22 940 351 076	21 302 289 217	1 638 061 859	6 456 929

Écologie

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
153 Gestion des milieux et biodiversité	02	167 403 434	168 684 250	143 985 087	24 699 163	663 929
	NC			-1 015 425	1 015 425	
153		167 403 434	168 684 250	142 969 661	25 714 589	663 929
181 Prévention des risques et lutte contre les pollutions	02	177 220 497	185 572 640	136 484 147	49 088 493	5 217 516
	NC			-1 908 931	1 908 931	
181		177 220 497	185 572 640	134 575 217	50 997 423	5 217 516
189 Recherche dans le domaine des risques et des pol	02	278 746 383	275 011 477	262 424 692	12 586 785	0
189		278 746 383	275 011 477	262 424 692	12 586 785	0
211 Conduite et pilotage des politiques environnementales	01	224 039 650	18 853 048	7 303 646	11 549 402	
	02	63 335 630	61 235 502	59 875 486	1 360 016	3 665 371
	NC			-13 031	13 031	
211		287 375 280	80 088 550	67 166 101	12 922 449	3 665 371
TOTAL	Somme :	910 745 594	709 356 917	607 135 671	102 221 246	9 546 817

Défense et anciens combattants

Programmes	Article de Regroupement	LFI	CREDITS OUVERTS	MONTANT DES ENGAGEMENTS	AE DISPONIBLES	AE AFFECTEES ET NON ENGAGEES DU TITRE 5
144 Environnement et prospective de la politique de dé	01	569 633 640	569 633 640	477 874 419	91 759 221	
	02	1 222 898 897	1 186 418 929	934 265 124	252 153 805	8 059 787
	NC			-38 255 304	38 255 304	
144		1 792 532 537	1 756 052 569	1 373 884 238	382 168 331	8 059 787
146 Équipement des forces	01	1 011 997 530	1 011 997 530	964 333 628	47 663 902	
	02	9 513 183 501	8 557 907 952	12 574 331 009	-4 016 423 057	2 461 385 570
	NC			-525 463 733	525 463 733	
146		10 525 181 031	9 569 905 482	13 013 200 904	-3 443 295 422	2 461 385 570
152 Gendarmerie nationale	01	5 850 368 061	5 869 828 061	5 643 456 756	226 371 305	
	02	1 574 207 966	1 592 790 720	1 440 423 901	152 366 819	203 202 685
	NC			-9 763 119	9 763 119	
152		7 424 576 027	7 462 618 781	7 074 117 537	388 501 244	203 202 685
158 Indemnisation des victimes des persécutions antisé	02	207 000 000	338 550 000	322 657 372	15 892 628	
158		207 000 000	338 550 000	322 657 372	15 892 628	
167 Liens entre la nation et son armée	01	191 100 602	191 100 602	176 806 622	14 293 980	
	02	103 496 830	107 669 683	96 881 174	10 788 509	91 297
	NC					
167		294 597 432	298 770 285	273 687 796	25 082 489	91 297
169 Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur d	01	60 853 668	60 853 668	50 262 733	10 590 935	
	02	3 333 220 495	3 315 897 732	3 092 753 809	223 143 923	0
	NC			7 263 005	-7 263 005	
169		3 394 074 163	3 376 751 400	3 150 279 547	226 471 863	0
178 Préparation et emploi des forces	01	15 303 043 511	15 659 244 554	15 196 117 565	463 126 989	
	02	6 228 194 527	6 490 833 680	5 309 824 840	1 181 008 840	786 909 051
	NC			-169 874 587	169 874 587	
178		21 531 238 038	22 150 078 234	20 336 067 818	1 814 010 416	786 909 051
191 Recherche duale (civile et militaire)		200 000 000	198 105 266	198 105 266	0	
	02					

191			200 000 000	198 105 266	198 105 266	0	
212	Soutien de la politique de la défense	01	894 984 951	894 984 951	723 399 648	171 585 303	
		02	1 488 319 282	1 795 670 241	1 337 134 129	458 536 112	401 402 172
		NC			-91 552 926	91 552 926	
212			2 383 304 233	2 690 655 192	1 988 980 851	721 674 341	401 402 172
	TOTAL	Somme :	47 752 503 461	47 841 487 209	47 710 981 328	130 505 861	3 861 050 562